



DAVEU
Pôle Maintenance et Expertises Techniques
Ilot Allar – 9, rue Paul Brutus
13233 MARSEILLE Cedex 20

Ville de Marseille - Mairie de Marseille

Direction de l'Architecture, de la Valorisation des
Equipements et de leurs Usages

Cahier des Clauses Techniques Particulières

**Maintenance portes et portails automatiques des
bâtiments et ouvrages divers du patrimoine immobilier
de la Ville de Marseille pour l'ensemble des services
municipaux**

Numéro de consultation : 23_2263

Procédure de passation : Appel d'offres

Date de notification :

Sommaire

1	Objet du CCTP.....	3
2	Prestations attendues.....	3
2.1	Opérations de surveillance et d'entretien courant.....	3
2.2	Connaissance des installations.....	4
2.3	Préventif.....	4
2.3.1	Gamme de maintenance préventive - semestrielle.....	5
2.3.2	Gamme de maintenance préventive - annuelle.....	6
2.4	Correctif.....	6
2.5	Reporting.....	6
2.6	Pièces de rechange.....	7
3	Prestations non comprises dans le marché.....	7
4	PRIX.....	8
4.1	Forfaits de maintenance.....	8
4.2	Prestations hors forfait.....	9
5	Annexe 1 - Liste des sites.....	10
6	Annexe 2 - Liste des équipements.....	10
7	Annexe 3 - numéros de référence des équipements.....	10
8	Annexe 4 - textes réglementaires.....	10

1 Objet du CCTP

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) concernent la maintenance des portes, portails et ouvrants automatiques ou semi-automatiques dans divers établissements de la Ville de Marseille.

Le remplacement des pièces dont le prix est inférieur ou égal à 150€ hors taxes est compris dans la prestation et dans les prix forfaitaires de maintenance. Ce seuil de 150€ hors taxe s'entend prix d'achat de l'entreprise.

2 Prestations attendues

2.1 Opérations de surveillance et d'entretien courant

Les travaux de surveillance et d'entretien des ouvrages comprennent :

- Les vérifications sur l'état général et du bon fonctionnement. Ces vérifications incluent les mesures nécessaires.
- Les nettoyages, dépoussiérages et maintien en état de propreté des équipements et mécanismes.
- La lubrification des organes de manoeuvre.
- Le remplacement des pièces de rechange dites "consommables" ou celles de courte durée de vie interchangeables et renouvelables à intervalles réguliers.
- La remise en état de bon fonctionnement, réglages, réparations simples des équipements détériorés.
- les visites d'entretien (nettoyage, graissage, réglages des organes mécaniques, électriques, électroniques) nécessaires au bon fonctionnement dans des conditions normales de sécurité
- le contrôle de l'état de l'efficacité des éléments liés au bon fonctionnement et à la sécurité
- la fourniture des produits de lubrification et de nettoyage nécessaires à un bon fonctionnement
- la réparation des pièces constituant les systèmes de sécurité hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal de la porte (barres palpeuses, batteries de portes piétonnes, cellules photoélectriques, limiteurs de couple mécaniques ou électromécaniques, câbles, systèmes empêchant la chute du tablier, organes de commande et télécommande pour la partie récepteur...)
- la réparation ou le remplacement des petites pièces hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal de la porte (galets, axes, goupilles, signalisation, organes de l'armoire de manoeuvre...)
- la vérification de l'adéquation de l'équipement avec la réglementation en vigueur, notamment pour la sécurité des biens et des personnes
- la fourniture du livret d'entretien avec renseignement des interventions effectuées
- la fourniture du bilan annuel d'intervention
- les réunions de suivi
- la mise à jour de la GMAO de la Ville de Marseille (cf article 2.3 GMAO)
- test de bon fonctionnement à l'issue de chaque intervention, y compris avec un badge d'accès

Le titulaire a une obligation de résultat.

Il engage l'entreprise :

- A garantir le bon fonctionnement et la continuité du service.
- A garantir le niveau optimal des performances.
- A maintenir le matériel et les ouvrages en bon état de propreté, d'entretien, de maintenabilité jusqu'à l'expiration du marché.

2.2 Connaissance des installations

Les annexes 1 et 2 listent les sites et les équipements à maintenir. La liste n'est pas exhaustive et pourra évoluer en cours de marché.

L'entreprise ne pourra sans l'accord préalable du Maître de l'Ouvrage, modifier elle-même les installations en cours du marché.

Les repérages avant travaux et les éventuelles interventions en sous-section IV sont comprises dans les prix du marché.

La première visite de prise en charge s'effectuera dans les quatre mois qui suivent la date de prise d'effet du marché. Cette visite de prise en charge peut être réalisée en même temps que la première maintenance préventive qui doit elle aussi être réalisée dans les 4 mois qui suivent la date de prise d'effet du marché.

Lors de cette première visite, le prestataire apposera une étiquette d'identification sur chaque équipement. La référence de l'équipement sera fournie en début de marché par la Ville de Marseille sous format numérique. A titre indicatif, les numéros de référence des équipements sont fournis en annexe 3.

La fourniture et l'impression des étiquettes d'identification sont à la charge de l'entreprise : à la fois pour la première visite, et autant de fois que nécessaire pendant l'exécution du marché. Les étiquettes devront être résistantes aux UV et à la pluie, et apposée de façon non destructive sur les équipements (collées en général, avec une colle résistant aux agressions extérieurs, notamment UV et pluie). Pour l'extérieur, les étiquettes seront métalliques. Il n'est pas obligatoire qu'elles le soient pour l'intérieur.

Les écarts constatés lors de la prise en charge sur l'inventaire sont remontés par l'entreprise à la Ville de Marseille. Les mises à jour d'équipements seront effectués dans la GMAO de la Ville de Marseille par la Ville de Marseille.

2.3 GMAO

Le prestataire s'engage à acquérir une licence du logiciel de maintenance assisté par ordinateur (GMAO ALTEVA Mission1) de la Ville de Marseille par technicien intervenant. Pour information, le titulaire doit fournir également aux techniciens intervenants tout équipement mobile (smartphone, tablette informatique) nécessaire au bon fonctionnement de l'application mobile, afin de réaliser les opérations de maintenance préventive avec la gamme de maintenance associée et de faire un rapport de maintenance corrective.

Un dossier de maintenance des équipements par l'intermédiaire de la GMAO ALTEVA devra être tenu à jour et enrichi en permanence, permettant de conserver la traçabilité, l'historique des interventions et leur contenu

Le planning de maintenance préventive est un planning précis et détaillé qui sera fourni par le titulaire, pour chaque site, à la date du démarrage du marché puis à chaque renouvellement de marché. Ce planning sera intégré dans la GMAO et permettra de suivre les interventions.

Le référent du site génère une demande d'intervention via la GMAO-Alteva ou si le moment ou le lieu ne le permet pas, appelle le numéro unique de la plate-forme d'appel du titulaire. Après qualification de l'appel, la plateforme du titulaire crée une demande d'intervention avec les éléments donnés au téléphone dans la GMAO-Alteva. La demande est automatiquement prise en compte par le titulaire pour traitement.

2.4 Préventif

Les opérations de surveillance et d'entretien courant nécessitent au minimum deux visites par an.
Les opérations de maintenance et d'entretien s'effectueront les jours ouvrés.
L'entreprise pourra cependant assurer d'autres visites de contrôles, et les vérifications qu'elle estime nécessaires afin d'assurer le résultat pour lequel elle s'est engagée.

Le planning des opérations de maintenance préventive sera fourni au préalable à la Ville de Marseille.
Deux opérations de maintenance préventive par site et par an, espacées de 6 mois.

Afin de pouvoir organiser la visite et permettre les accès, l'entreprise doit informer l'établissement de son jour de passage une semaine à l'avance

2.4.1 Gamme de maintenance préventive – semestrielle

Contrôle des éléments suivants :

- le tablier
 - les éléments de guidage (rails, galets, contre galets...)
 - les articulations (charnières, pivots...)
 - vis de jonction ;
 - les fixations
 - joints d'axes et d'étanchéité
 - les éléments de transmission du mouvement
 - les motos réducteurs, pompes ou compresseurs
 - les vérins (en acier...)
 - les raccords par flexibles (armés ou non)
 - les chaînes, câbles, courroies
 - les fins de courses (contact de ralentissement, fin de course etc.)
 - les organes de sécurité des biens et des personnes
 - les organes de détection (cellules, boucles magnétiques...)
 - les organes de commande
 - le limiteur d'effort
 - l'armoire de commande
 - connexions électriques, pneumatiques ou hydrauliques
 - l'équilibrage (contrepoids, ressorts)
 - le débrayage manuel
 - la signalisation (visualisation lumineuse et marquage au sol)
 - la propreté de l'ensemble de l'équipement
 - l'état des batteries des portes piétonnes
 - présence de l'étiquette d'identification des équipements et de sa lisibilité, remplacement si nécessaire
-
- la vérification du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité des personnes en adéquation avec la réglementation en vigueur (lames palpeuses, pressostats, cellules photoélectriques, etc.) ;
 - la vérification du bon fonctionnement du débrayage manuel ;
 - la vérification du bon fonctionnement du limiteur d'effort ;
 - la vérification des articulations (charnières, pivots...) ;
 - vérification du positionnement et du serrage des butées ;
 - la vérification des cycles de fonctionnement dans les zones d'accostage ;
 - la vérification du bon fonctionnement et de l'état de la signalisation (feu orange clignotant, éclairage et matérialisation au sol de l'aire dangereuse de mouvement) ;
 - la vérification des éléments de transmission du mouvement (bras articulés, câbles, chaînes, courroies) ;
 - réglage éventuel des vitesses et de la temporisation ;
 - la lubrification et les réglages nécessaires au bon fonctionnement.
 - la vérification de l'opérateur (moto réducteur électrique, opérateur électrohydraulique...) ;

- un examen général du fonctionnement de la porte ou de l'équipement ;
- nettoyage des guides des vantaux mobiles, des plinthes basses, du rail de coulissement, des radars.
- la vérification des organes de commande et télécommande ; avec reprogrammation éventuelle des télécommandes et des horloges.

2.4.2 Gamme de maintenance préventive – annuelle

- la vérification du verrouillage de la porte ;
- la vérification des éléments de guidage (rails, galets...) ;
- rapprochement éventuel des paliers ;
- la vérification de la non existence de jeu latéral sur les vis de conjugaison ;
- la vérification des systèmes d'équilibrage (contrepoids, ressorts...) ;
- la vérification de l'armoire de commande et de ses composants
- la vérification de la fixation de la porte ;
- la vérification du fonctionnement du système empêchant la chute du tablier ;
- la vérification du parallélisme et du serrage du guide des vantaux mobiles sur la plaque de base ;
- la vérification de l'état des peintures et de la corrosion.
- resserrage des connexions électrique

2.5 Correctif

Le nombre annuel d'interventions pour dépannage n'est pas limité, et tous les frais sont compris dans le montant forfaitaire annuel.

L'entreprise devra pouvoir être jointe par téléphone en permanence.

Horaires d'intervention :

- de 6h à 22h les jours ouvrés pour les sites non spécifiés 7j/7 24h/24
- tous les jours et 24h/24 pour les sites spécifiés 7j/7 24h/24

Dépannages courants : délai maximum de réparation 48h

Dépannages urgents : délai maximum de réparation 4h

Les dépannages urgents sont ceux liés à la sécurité des biens et des personnes, notamment en cas d'impossibilité d'accéder au bâtiment ou fermer le bâtiment de manière sécurisée.

2.6 Rapport annuel de maintenance – devoir de conseil

Le titulaire du présent marché participera si besoin à des réunions de travail, et une fois par an, un mois avant la date anniversaire (date de notification) du marché, fournira un rapport dans lequel :

- Il indiquera les interventions réalisées pendant l'année écoulée (visites d'entretien et dépannages).
- Il signalera les anomalies et formulera des observations relatives à l'état des installations, et aux travaux qu'il y aurait lieu de faire pour adapter, améliorer, optimiser leurs performances.
- Il joindra à ce rapport annuel un inventaire remis à jour des équipements.

2.7 Pièces de rechange

Les consommables, fourniture et pose sont compris dans le marché, dans les prix de maintenance forfaitaire.

Les pièces de rechange dont le montant est inférieur ou égal à 150€ hors taxes¹, fourniture et remplacement, sont compris dans le marché, dans les prix de maintenance forfaitaire.

Pour les pièces dont le montant est strictement supérieur à 150€ hors taxes, et inférieur ou égal à 500€ hors taxes, des articles du bordereau de prix peuvent être utilisés.

3 Prestations non comprises dans le marché

Les prestations non comprises dans le marché sont :

- Les réparations ou le remplacement des organes détériorés par malveillance ou vandalisme.
- Les travaux de modifications, de modernisation ou de mise en conformité avec les règlements en vigueur.
- Le remplacement de pièces dont le montant est strictement supérieur à 500€ hors taxes.

En cas d'opération nécessitant l'intervention du titulaire du marché de travaux, le titulaire du marché de maintenance devra collaborer pour faciliter les travaux, notamment en communiquant en diagnostic précis de son intervention de maintenance.

En cas de vandalisme, le prestataire devra faire la démonstration que le dommage est réellement consécutif à un acte de vandalisme. Pour se faire, il réalisera un reportage photographique, les photos devront être datées et envoyées au gestionnaire du marché de la Ville de Marseille, qui devra valider la nature du dommage.

¹ Prix d'achat entreprise

4 PRIX

4.1 Prestations de maintenance

Les prestations de maintenance sont celles de la famille de prix T 99 50 001 00 du BPU. Elles comprennent toutes les prestations indiquées à l'article 2 du CCTP (donc préventif et curatif).

Les sites sont catégorisés en fonction du nombre d'équipements à maintenir :

- site simple : 1 équipement
- site moyen : 2 à 4 équipements
- site grand : 5 à 10 équipements
- site complexe : de 11 à 30 équipements, ou, au moins une grande porte sectionnelle de type pompier Megadoor.

S'il s'avère dans l'exécution du marché que des sites ont 31 équipements ou plus, ce site sera alors traité avec des commandes d'intervention à l'unité (cf article 4.2).

La classification des sites est indiquée dans l'annexe 1, liste des sites.

La quantité estimative de site, par catégorie, est indiquée dans le cadre d'offre.

Quelle que soit la catégorie du site, certains sites doivent être maintenus 24h/24 7j/7. Dans ce cas, le forfait T 99 50 001 05 s'ajoute au prix du site (selon sa catégorie). Cette plus value est annuelle par site.

Exemples :

le site A est un site simple non 24h/24 7j/7 : prix annuel = T 99 50 001 01

le site B est un site moyen non 24h/24 7j/7 : prix annuel = T 99 50 001 02

le site C est un site moyen avec plus value 24h/24 7j/7 : prix annuel = T 99 50 001 02 + T 99 50 001 05

le site D est un site simple avec plus value 24h/24 7j/7 : prix annuel = T 99 50 001 01 + T 99 50 001 05

4.2 Prestations d'intervention à l'unité

Ces prestations sont commandées à part, en plus des prestations de maintenance annuelle, uniquement dans les cas suivants :

- le remplacement d'une pièce dont le prix est strictement supérieur à 150€ hors taxe est nécessaire, ou
- un site contient plus de 31 équipements ou plus.

En complément de la prestation annuelle d'un site complexe, et, en cas d'ajout d'un ou plusieurs équipements en cours d'exécution du marché sur ce site complexe, le forfait de maintenance annuelle d'un site complexe sera complété en fonction du nombre d'équipements en application des timbres de la famille T 99 50 001 00.

Le titulaire fournira un justificatif d'achat ou un devis du fournisseur de la pièce.

Les timbres T 99 50 002 01 à 06 sont pour des prestations nécessitant l'intervention d'une personne, les timbres T 99 50 002 s'entend pour des prestations nécessitant l'intervention de deux personnes. Les forfaits de jour sont sur la base d'une demi-journée.

Les forfaits de nuit sont sur la base d'une intervention de nuit, entre 22h et 6h, quelle que soit la durée de l'intervention.

Les familles sont décomposées comme suit :

T 99 50 002 01 et T 99 50 002 07 :

pour une pièce dont le prix est strictement supérieur à 150€ HT et inférieur ou égal à 300€, en jour ouvré

T 99 50 002 02 et T 99 50 002 08 :

pour une pièce dont le prix est strictement supérieur à 300€ HT et inférieur ou égal à 500€, en jour ouvré

T 99 50 002 03 et T 99 50 002 09 :

pour une pièce dont le prix est strictement supérieur à 150€ HT et inférieur ou égal à 300€, en jour non ouvré

T 99 50 002 04 et T 99 50 002 010 :

pour une pièce dont le prix est strictement supérieur à 300€ HT et inférieur ou égal à 500€, en jour non ouvré

T 99 50 002 05 et T 99 50 002 11 :

pour une pièce dont le prix est strictement supérieur à 150€ HT et inférieur ou égal à 300€, de nuit (22h-6h)

T 99 50 002 06 et T 99 50 002 12 :

pour une pièce dont le prix est strictement supérieur à 300€ HT et inférieur ou égal à 500€, de nuit (22h-6h)

5 Annexe 1 – Liste des sites

Voir fichier Annexe 1

6 Annexe 2 – Liste des équipements

Voir fichier Annexe 2

7 Annexe 3 – numéros de référence des équipements

Voir fichier Annexe 3

8 Annexe 4 – textes réglementaires

- Loi N° 95.73 du 21 Janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité.
- Décret n° 88.1056 du 14 Novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.
- Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, Code de la Construction et de l'Habitat, articles R.123.1 à R.123.55.
- Arrêté du 21 décembre 1993 (section 4) relatif aux portes et portails automatiques et semiautomatiques sur les lieux de travail.
- Arrêté du 25 juin 1980 et ses arrêtés modificatifs relatif au règlement de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public.
- Norme AFNOR X 60.010 de Décembre 1994 relative à la maintenance, gestion des biens durables : durabilité, fiabilité, maintenabilité, durée de vie ainsi que des différents types et niveaux de maintenance,
- NF C 15 100 Règle des installations électriques basse tension.
- NF P 82 210 et NF P 25 362.
- Les normes françaises homologuées ou autres normes reconnues équivalentes.
- Ainsi que tous les textes en vigueur applicables à ces prestations.